



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/17102025/13

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202572-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

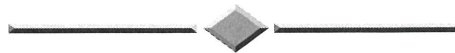
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/13
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202572-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



13 BUDGET PRIMITIF 2026 - C.L.I.C. DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que les E.S.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 du budget du CLIC des Aînés.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2025.

Fonctionnement : 388 578 € +25 012 €

Recettes :

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 578 € soit +25 012 €

Le budget du CLIC est financé par le Département via sa dotation de fonctionnement, par des subventions sur appels à projets, et par la subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S.

- Dotation du Département : la poursuite de la participation du CLIC à l'expérimentation des Maisons Départementales de l'Autonomie maintient le niveau de cette dotation à 167,8 K€ pour 2026.
- Appels à projets : les projets autour de l'accompagnement et le soutien aux aidants, la prévention de la perte d'autonomie seront financés à hauteur de 62 K€, comme l'an passé. L'accord de principe est validé avec le Département, mais le calendrier de réponse aux projets est fixé à mars 2026.
- La subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S. doit être revue à la hausse de +22,7 K€, pour la porter à un montant total de 154,5 K€, notamment en vue de financer les évolutions des dépenses du personnel qui s'imposeront en 2026 et qui sont détaillées ci-dessous. Par rapport au total voté en 2025, l'augmentation s'élève cependant à +3,1 K€ au BP 2026.

En outre, la participation des agents aux tickets restaurant est évaluée à 3,3 K€ pour l'exercice 2026.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 512 € soit +432 €

Ce chapitre budgétaire regroupe l'ensemble des achats de fournitures et matières et divers services extérieurs, dont notamment les dépenses relatives aux activités proposées aux Aînés.

Il comprend par conséquent l'achat de carburant (0,6 K€), divers achats de consommables (1 K€), des frais de mission, dont la prise en charge du transport des agents, et de réceptions (1,6 K€), mais aussi des services extérieurs comme des frais postaux et de télécommunications (0,8 K€).

Les activités du CLIC à destination des seniors représentent la plus grande part (13,9 K€) des crédits inscrits à ce chapitre budgétaire. Ils permettront d'organiser des séances d'activités à destination du public : marche rapide, groupe des aidants, chorale...

DÉLIBÉRATIONS

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 330 271 € soit +23 603 €

Les dépenses de personnels évolueront à la hausse en 2026. Elles sont d'abord évaluées à hauteur du total voté 2025, qui s'élevait à 324,5 K€, contre un montant de 306,7 K€ au BP 25, qui avait été sous-évalué. La progression par rapport au total voté 2025 se fixe par conséquent à +5,8 K€, soit +1,78%.

- Le taux de cotisation à la C.N.R.A.C.L. (Caisse de retraite des agents des collectivités territoriales) augmente de 3 % en 2026, après celle de 4 % constatée en 2025. Son coût sera d'environ 1,7 K€ pour l'exercice prochain.
- La réforme du R.I.F.S.E.E.P. (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) pour tous les agents de la Ville de Rouen et du C.C.A.S. est revue à la hausse en 2026. Le coût de cette mesure est évalué à 4 K€ pour les agents du CLIC.
- Le glissement vieillesse-technicité intégrera le changement de grade d'un agent, et occasionnera également une hausse des frais de personnel en 2026.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 550 € soit +1 650 €

L'augmentation des dépenses de structure est liée aux frais d'assurance, notamment des véhicules, qui ont particulièrement augmenté en 2025 et sont rehaussés en 2026 (+1,3K€). La cotisation à l'assurance statutaire, en lien avec la progression des frais de personnels, est en légère augmentation et atteint 9,4K€ (+0,4K€).

Les autres dépenses qui composent ce chapitre sont stables : quote-part des loyers et charges de la Maison des Aînés (19,5 K€), maintenance et entretien (3 K€), relations publiques (0,9 K€).

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 245 € soit -673 €

- Dotation aux amortissements des matériels immobilisés en légère baisse en raison de l'amortissement total de certains bien acquis aux exercices antérieurs.

Investissement : 4 245 € soit -673 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 245 € soit -673 €

- Amortissements des immobilisations (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 2 000 € soit +1 500 €

- Frais de développement du nouveau site internet pour 2 000 €.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 2 245 € soit -2 173 €

Acquisitions de divers biens : matériel de bureau et informatique (1 K€), Mobilier (1 K€).

Ledit budget est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.315-15 et R.123-20,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/13
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202572-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2026 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget CLIC pour l'exercice 2026, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 388 578 € :

Recettes :

Groupe II - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 578 €

Dépenses :

Groupe I - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 512 €

Groupe II - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 330 271 €

Groupe III - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 550 €

Groupe III (ordre) - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 245 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 245 € :

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 245 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 2 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 2 245 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.